

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité - 15 mars 2015

1. Loi santé : début de notoriété, bien jugée, mais quelques fragilités.

⇒ Le projet de loi santé semble avoir acquis au fil du temps une certaine notoriété (28% le connaissent précisément, sur une notoriété globale de 63%), et ceux qui en ont entendu parler jugent qu'il **va plutôt dans le bon sens (55%), avec en particulier un fort soutien à gauche (73%)**.

A noter cependant que si l'instauration du tiers-payant est soutenue (cf. questions d'actualité de la semaine dernière, confirmée par un sondage Odoxa – France Inter : 60% y adhèrent et 65% estiment que c'est une mesure socialement juste), **persiste un sentiment de ne pas saisir tous les enjeux**.

« Il y a eu le truc pour le tiers payant pour le tiers payant généralisé, j'ai pas trop compris c'était un peu flou. »

« La réforme sur la santé, il y a eu plein de grèves car les médecins contestaient qu'ils y avaient des retards administratifs. On n'arrive pas à comprendre le fond des problèmes. »

⇒ **Les réticences aux tiers-payant semblent moins tenir aux arguments avancés par les médecins** (en particulier la complexité administrative) **qu'au risque d'ouvrir la porte à davantage d'abus qui risquent de fragiliser l'ensemble du système**.

Ainsi, posé en alternative, 56% des Français jugent que *« c'est une bonne chose car cela permettra à certains de ne pas renoncer à des soins pour raison financière »* ; mais 43% (+ 3 par rapport à début janvier) jugent que *« c'est une mauvaise chose car cela va déresponsabiliser certains patients qui pourront alors abuser du système »* (critique qui porte moins à gauche : 25% craignent les abus).

⇒ **Même si leurs arguments semblent peu porter, les Français n'en comprennent pas moins le mouvement de grève des médecins** (à 69%, soit 14 points de plus que fin 2014, dont 56% à gauche), dont ils gardent une très bonne image (*« compétents »*, *« sympathiques »*, *« à l'écoute »*, *« passionnés »* à plus de 70%). Même s'ils les voient aussi comme *« corporatistes »* et *« conservateurs »* (à 66%) face à des réformes vues comme nécessaires.

➤ *Les Français gardent une très bonne image des professions médicales. Mais parallèlement, une de leurs principales angoisses est que le système de santé - auquel ils sont si attachés - s'écroule. Cela explique le paradoxe autour de cette réforme : l'opinion pencherait plutôt du côté des médecins, mais pour autant perçoit la nécessité de réformer le système pour le préserver, et considère les médecins comme « trop conservateurs » face à cette nécessité.*

Nous aurions donc intérêt à expliquer davantage en quoi cette loi va « sauver » le système : c'est la question centrale pour l'opinion. Laisser entendre que le seul enjeu est le tiers payant est prendre le risque de s'exposer à un retournement d'opinion (dont on voit quelques signes), qui pourrait s'accroître avec la polarisation des débats à l'Assemblée. Mettre également l'accent sur le reste de son contenu pourrait permettre d'asseoir plus largement cette loi.

2. Réforme du collège : un bon potentiel, mais l'accumulation de réformes brouille le message.

⇒ La réforme du collège bénéficie d'une **bonne notoriété** (71% en ont entendu parler, dont 39% voient bien de quoi il s'agit), **mais avec de possibles amalgames** : 79% des Français ont le sentiment qu'il y a « *trop de réformes dans l'éducation et qu'il faudrait leur laisser le temps de produire leurs effets* » (+4 par rapport à début février), dont 82% à gauche et 86% des parents de collégiens.

⇒ Conséquences de ce sentiment d'accumulation qui ne laisse pas le temps de comprendre les réformes : celles-ci dont **dans l'ensemble bien moins jugées que les mesures prises une à une**, sans doute peu identifiées.

Ainsi **55% des Français pensent que les dernières annonces vont dans le bon sens** (contre 42%).
Mais lorsque l'on aborde le détail des mesures, les jugements sont bien plus positifs :

- 76% sont favorables à l'enseignement d'une deuxième langue vivante dès la 5^e ;
- 76% sont favorables à la mise en place de projets collectifs associant plusieurs disciplines ;
- 72% approuvent la possibilité pour chaque établissement d'organiser 20% du temps comme il le souhaite.

➤ *Les Français semblent avoir vu, depuis 3 ans, une succession d'annonces concernant l'éducation, sans toujours en comprendre le sens ou l'objectif d'ensemble ni identifier précisément les mesures (à l'exception des rythmes scolaires).*

Il ressort de ce sentiment de mouvement permanent une certaine suspicion quant à notre action ; alors même – et c'est le paradoxe – que prises une à une, beaucoup de ces réformes sont très bien jugées (c'est vrai des dernières mesures concernant le collège, mais c'était également vrai par exemple de l'apprentissage de la morale laïque).

Un effort de pédagogie sur chacune des réformes et sur leur cohérence d'ensemble (quelle est notre vision de l'école, comment y raccrocher les réformes ?) pourrait sans doute permettre de mieux faire comprendre notre action et lever des réticences qui, en termes d'opinion, n'ont pas lieu d'être.

3. Loi Macron : une légère érosion et une attente d'action.

⇒ Elle reste **très bien resituée** (78% la connaissent) et **l'adhésion s'érode légèrement mais reste nettement majoritaire** (57% soit - 6 points par rapport au 20 février -, dont 62% à gauche, 84% au PS, 54% chez EELV, 76% à l'UDI et 52% à l'UMP). Le **sentiment de ne pas avoir embrayé après la dramatisation du 49-3** (l'opinion n'a pas conscience des procédures parlementaires et attend des concrétisations rapides) a pu réveiller les soupçons d'une loi finalement creuse.

« La loi Macron, elle est passée au parlement, elle a été très critiquée, et au jour d'aujourd'hui absolument rien. »

« Macron avec sa nouvelle loi, finalement ça ne va pas fortement changer les choses. »

⇒ A noter cependant un certain nombre de **citations élogieuses sur le passage de Macron à DPDA.**

« Macron dans des paroles et des actes, je pense qu'il est honnête et puis c'est un jeune intelligent. Il a une certaine volonté de changer les choses et un profil qui me plaît bien. »

« Le bout d'interview d'Emmanuel Macron dans des paroles et des actes, sa franchise. Il a un ton nouveau et sincère, il a envie de faire bouger les choses, on en a plus que besoin. »

« L'actualité sur la 2 avec Macron. Il se défend, il a de bonnes idées. »

4. Fin de vie : très grande ouverture des Français, pour un sujet qui les concerne et qu'ils appréhendent en dehors de toute considération politique.

⇒ Les Français restent **très ouverts à des évolutions dans ce domaine** :

- **87% sont favorables à « la sédation, c'est-à-dire un endormissement profond et continu jusqu'au décès pour des patients en phase terminale qui en feraient la demande »**, stable par rapport à décembre dernier, dont **52% « tout à fait favorable »** (ce qui est remarquable) ; **sans clivage social ni politique** (ce qui est encore plus remarquable : 86% des électeurs de N. Sarkozy et 89% de ceux de M. Le Pen y sont favorables).
- Ils considèrent bien que cette question leur appartient. **79% sont pour « rendre les souhaits anticipés du malade plus contraignants pour les médecins, c'est-à-dire que le choix du malade en fin de vie s'imposerait quel que soit l'avis du corps médical »**.

⇒ **L'équilibre trouvé semble être le bon**, même si certain nombre de Française estiment que l'on ne va pas assez loin : interrogés sur le balancement sédation / euthanasie, 42% estiment que *« ces mesures ne vont pas assez loin, il faut autoriser l'euthanasie active et le suicide assisté »* ; contre 39% qui pensent *« qu'il s'agit d'une avancée importante et suffisante »* et 17% qui jugent que cela *« va trop loin »*.

A noter, là encore, l'absence de clivage politique notable : sur ce sujet, **la gauche n'est pas plus ouverte et la droite plus conservatrice**. Au contraire, les Français semblent vouloir tenir ce sujet à l'écart des considérations (et donc des batailles) politiques.

« La loi sur la fin de vie, je l'ai entendu, c'est important parce que c'est un choix, ça permet à la personne concernée de décider un peu en ce qui concerne sa fin de vie. »

« On donne la possibilité de mourir dans la dignité et je pense que c'est une bonne chose. »

« Au parlement, ils parlaient des réformes concernant la fin de vie dans la dignité. Ça fait longtemps qu'on en parle et ça me concerne directement car j'ai accompagné des gens en fin de vie. »

« Les débats sur la fin de vie, l'opposition entre les gens qui soutiennent l'euthanasie et les autres, il y a les extrémistes qui veulent que chacun choisissent sa fin et les plus modérés. »

1. Départementales : une échéance de plus en plus connue, mais une prévision d'abstention toujours élevée.

⇒ **La connaissance de la date des élections progresse très nettement** : 47% des Français citent le 22 mars, là où ils n'étaient que 14% il y a 15 jours. Il sont désormais moins d'un quart à citer un autre mois de l'année 2015 ou à ne pas se prononcer.

Les prévisions d'abstention sont cependant toujours élevées : 53% des Français prévoient de se déplacer aux urnes. A noter que dans cette enquête, la sous-mobilisation des sympathisants PS se résorbe : 59% des électeurs FN disent se préparer à voter mais aussi 60% des sympathisants PS (et 55% des sympathisants UMP). A prendre cependant avec prudence, ce mouvement n'étant à ce stade pas confirmé par d'autres enquêtes (en particulier l'intention de vote Ifop/Europe 1, qui note toujours un différentiel).

⇒ Dans les verbatims, on retrouve :

- un **manque de compréhension des enjeux** :

« La campagne pour les élections départementales, on va devoir voter mais il n'y a pas vraiment de campagne. Les politiques n'ont pas vraiment pris en charge la campagne. »

« C'est l'approche des élections départementales et au final du peu d'informations concernant les nouvelles compétences ou l'abandon des compétences des départements. »

- beaucoup de **décryptages politiques** - tout commence à être vu sous cet angle :

« L'agitation avant les départementales, Valls commence à s'intéresser ou je dirai à draguer la ruralité. Ça devrait être une préoccupation antérieure et le gouvernement essaye de se racheter au dernier moment pour sauver les meubles. »

« J'ai constaté qu'on est à maintenant 8 jours des élections départementales, et que le gouvernement s'aperçoit qu'il faut faire un geste en direction du milieu. Il semble un peu tombé des nues et s'apercevoir que le front national va monter très fort dans les campagnes et donc là il a fait une déclaration pour aider la campagne. »

- **l'impact de la focalisation sur le FN est incertain** : il résonne bien ici où là (en particulier à gauche) mais paraît également un peu décalé des enjeux départementaux. A noter les risques d'image pour M. Valls (qui tiennent plus à la forme qu'au fond).

« La montée du front national en France et les sondages qui prétendent que le front national va être victorieux aux élections nationale. J'ai pas envie que le front national gouverne le pays où je vis. »

« Manuel Valls fait beaucoup d'effort afin de reconquérir les électeurs de gauche et des Verts pour s'en sortir et contrer Marine Le Pen. »

« Les petites phrases contre l'extrême droite, on est à l'approche des élections et c'est de la politique politicienne, on ne va pas assez sur les problèmes de fond sur les départements. »

« Les élections et la virulence de Valls contre Marine Le Pen pour éviter que les Français votent front national. »

« Les colères hystériques de Manuel Valls, ça fait bidon ces emportements, c'est du cinéma pour que l'on ne parle d'autre chose, comme les gros problèmes comme le chômage. »

« Manuel Valls s'énerve beaucoup, il s'est énervé avec Marion Maréchal Le Pen. »

Adrien ABECASSIS